

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ROUEN, le 27/04/79

Service de l'Environnement

4ème Bureau

Tel. Poste 736

- A R R Ê T É -

Le PREFET de la REGION de HAUTE-NORMANDIE

PREFET de la SEINE-MARITIME

OFFICIER de la LEGION D'HONNEUR,

V U :

La demande en date du 10 Janvier 1977, complétée les 10 Janvier 1977 et 26 Janvier 1978 par laquelle la Régie Nationale des Usines RNU dont le siège social est 8,10 avenue Emile Zola à BOULOGNE BILLANCOURT, sollicite l'autorisation d'exploiter un atelier de sotckage et de découpe de pièces de tôleries endommagées en vue de leur revente dans l'enceinte de son usine de SANDOUVILLE, Zone Industrielle du HAVRE,

Les plans et autres documents joints à cette demande

La loi du 19 Juillet 1976 sur les Installations classées pour la protection de l'environnement,

Les décrets n°s 77.1133 et 77.1134 pris pour l'application de la loi précitée,

L'arrêté préfectoral du 13 Septembre 1978 annonçant l'ouverture d'une enquête publique de 1 mois du 4 Octobre 1978 au 3 Novembre 1978 inclus, sur le projet susvisé, désignant M. CALAIS Bernard comme commissaire-enquêteur, et prescrivant l'affichage dudit arrêté à la Mairie et dans le voisinage de l'établissement,

Le certificat du Maire de SANDOUVILLE constatant que cette publicité a été effectuée,

Le proces-verbal de l'enquête,

L'avis de M. le Commissaire-enquêteur,

L'avis de M. le Directeur départemental de l'Agriculture

L'avis de M. le Directeur départemental de l'Equipement

L'avis de M. le Directeur départemental des Affaires Economiques, Commerciales et Sociales,

L'avis de M. le Directeur départemental de la Sécurité Civile,

L'avis de M. le Directeur départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre,

L'avis de M. l'Inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours,

L'avis de M. le Directeur du Port Autonome du HAVRE,

La délibération du Conseil Municipal de SANDOUVILLE en date du 12 Décembre 1978,

Le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 26 Février 1979,

La délibération du Conseil départemental d'Hygiène en date du 13 Mars 1979,

Les notifications faites au demandeur les 1er Mars 1979 et 29 Mars 1979.

A R R Ê T E :

ARTICLE 1er : La Régie Nationale des Usines RENAULT, dont le siège social est 8-10, avenue Emile Zola à BOULOGNE BILLANCOURT, est autorisée à exploiter un atelier de stockage et de découpage de pièces de tôleries endommagées en vue de leur revente dans l'enceinte de son usine de SANDOUVILLE, Zone Industrielle du HAVRE.

Cette autorisation est subordonnée à l'exécution des conditions suivantes :

Les pièces stockées et découpées ne devront avoir subi aucun traitement chimique, ni application de peinture.

La quantité d'acétylène présente sous forme dissoute dans l'atelier sera inférieure à 100 m3 (ramené à 15° C sous une atmosphère).

L'installation électrique sera conforme aux dispositions du décret du 14 Novembre 1962 - section IV.

Un éclairage de secours sera installé.

Le dispositif de préhension électro-magnétique devra répondre aux conditions reprises par l'article 24 du décret du 23 Août 1947.

La trémie de recette devra être efficacement protégée contre tout risque de chute accidentelle.

Des extincteurs appropriés aux risques et en quantité suffisante seront disposés dans l'atelier, ils devront être accessibles à tout moment et régulièrement contrôlés.

La Régie pétitionnaire devra, en outre, se conformer :

- a) aux Chapitres I et II du Titre II du Livre II du Code du Travail sur l'Hygiène et la Sécurité des Travailleurs,
- b) au décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) au décret du 14 Novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : Si l'implantation de cet établissement nécessite la délivrance d'un permis de construire, le présent arrêté ne prendra effet qu'à dater du jour où ledit permis aura été obtenu.

ARTICLE 4 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail, de l'Inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 5 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue indépendamment des condamnations à prononcer par les Tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation cessera de produire effet, si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

.../...

ARTICLE 7 : M. le Secrétaire Général de la Seine-Maritime, M. le Sous-Préfet du HAVRE, M. le Maire de SANDOUVILLE, M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Chef du Service Interdépartemental de l'Industrie et des Mines de Haute-Normandie, MM. les Inspecteurs des Installations Classées, M. le Directeur départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre, MM. les Inspecteurs du Travail, M. l'Inspecteur départemental des Services et de Secours, ainsi que tous agents habilités des services précités, et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la porte de la Mairie de SANDOUVILLE pendant un délai minimum d'un mois. En vue de l'information du public, un avis sera également inséré aux frais de la Régie intéressée dans deux journaux d'annonces légales du Département.

ROUEN, le 27 Avril 1979

Le PREFET,

Pour ampliation,
le Chef du Service de
l'Environnement.

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, chargé de Mission

M. BARBOTIN.

G. LAFERRIERE